



Musée national Picasso-Paris
20 rue de la Perle
75003 PARIS

PRESTATIONS DE CONSERVATION ET DE RESTAURATION DES ŒUVRES D'ART DU MUSEE NATIONAL PICASSO-PARIS

Accord-cadre n°2025-MNPP-1101,1102,1103 et
1104-AC

Lot n°1 : Peintures / couche picturale et tous supports

Lot n°2 : Objets 3D

Lot n°3 : Arts graphiques

Lot n°4 : Photographies

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
COMMUN A TOUS LES LOTS (CCAPC)

SOMMAIRE

PREAMBULE	3
HISTORIQUE : L'HOTEL SALE	3
LA COLLECTION.....	3
MISSIONS DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC	4
<i>Une programmation d'expositions riche et polymorphe.....</i>	<i>4</i>
ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE ET DISPOSITIONS GENERALES.....	5
1.1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE	5
1.2 FORME ET NATURE DE L'ACCORD-CADRE.....	5
ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....	6
ARTICLE 3 - REPRESENTANTS DES PARTIES.....	7
3.1 - REPRESENTANTS DU TITULAIRE	7
3.2 - REPRESENTANTS DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	7
ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE ET MOYENS DEDIES A L'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
CONDITIONS TECHNIQUES GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
4.2 MOYENS ET PERSONNEL DEDIES A L'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
4.3 CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES.....	10
4.3.1 CONFIDENTIALITE	10
CONFIDENTIALITE DES ECHANGES DANS LE CADRE DU PRESENT ACCORD-CADRE	10
CONFIDENTIALITE DES DONNEES	11
4.3.2 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	11
4.4 OPERATIONS DE VERIFICATION ET CONSTATS	14
ARTICLE 5 - CONTENU DES PRESTATIONS.....	16
ARTICLE 6 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	17
6.1 CONTROLE	17
6.2 DETERIORATION DES ŒUVRES.....	17
ARTICLE 7 - DELAIS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE	17
ARTICLE 8 – DEMANDES DE DEVIS ET EMISSION DES BONS DE COMMANDE	18
8.3 AUTRES DISPOSITIONS.....	18
8.4 POUR LES PRESTATIONS HORS BPUP	19
ARTICLE 9 - NATURE ET CONTENU DES PRIX.....	19
9.1 NATURE DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE	19
9.2 CONTENU ET CARACTERES DES PRIX	19
ARTICLE 10 - MODALITES DE REGLEMENT.....	21
10.1 AVANCE	21
10.2 MODALITES DE REGLEMENT.....	22
10.3 - DELAI DE PAIEMENT.....	22
10.4 - MODALITES DE PAIEMENT EN CAS DE DESACCORD.....	23
ARTICLE 11 - PENALITES	23
11.1 PENALITES DE RETARD.....	23
11.2 RAPPORTS	23
11.3 RETENUES PROVISOIRES POUR NON-PRODUCTION DES ATTESTATIONS	23
ARTICLE 12 - CESSIION DES DROITS D'EXPLOITATION.....	24
12.1 CESSIION DE DROITS.....	24

Musée Picasso Paris

12.2 EXPLOITATION	26
12.2.1 Exploitations commerciales et non commerciales extérieures	26
12.3 DUREE ET ETENDUE DE LA CESSION	27
12.4 GARANTIE	27
12.5 TRANSMISSION DES DROITS CEDES	27
ARTICLE 13 – MODIFICATIONS CONTRACTUELLES	27
13.1 MODIFICATIONS DES CLAUSES CONTRACTUELLES.....	27
13.2 MODIFICATION DU STATUT DU TITULAIRE.....	27
13.4 TRANSFERT DE L’ACCORD-CADRE.....	28
13.5 REGLES D’AJUSTEMENT DE L’ACCORD-CADRE ET CLAUSE DE REEXAMEN.....	28
13.6 DEGRADATION DES PRESTATIONS	28
ARTICLE 14 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	28
ARTICLE 15 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE.....	29
ARTICLE 16 - ASSURANCES.....	31
16.1 ASSURANCE DE RESPONSABILITES CIVILES ET PROFESSIONNELLES	31
16.2 RESPONSABILITE DU TITULAIRE VIS-A-VIS DE SES INTERVENANTS	31
ARTICLE 17 - RESILIATION DE L’ACCORD-CADRE	31
17.1 RESILIATION POUR UN MOTIF D’INTERET GENERAL	31
17.2 RESILIATION POUR FAUTE DE L’ACCORD-CADRE.....	31
17.3 RESILIATION POUR NON-RESPECT DES DISPOSITIONS DES ARTICLES 3 ET 4 DU PRESENT CCAPC	32
17.4 RESILIATION POUR NON-REMISE DES DOCUMENTS DEMANDES	32
17.5 RESILIATION ENCOURUE EN CAS DE NON-RESPECT PAR LE TITULAIRE DE SES OBLIGATIONS EN MATERE DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	32
17.6 RESILIATION ANTICIPEE DE L’ACCORD-CADRE ET INDEMNITE DU TITULAIRE	32
ARTICLE 18 - REGLEMENT DES DIFFERENDS	33
ARTICLE 19 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS	33

PREAMBULE

Historique : l’hôtel Salé

Le Musée national Picasso-Paris, qui a le statut d’établissement public administratif depuis le 18 juin 2010, a été installé dans l’hôtel Salé, 5 rue de Thorigny dans le 3ème arrondissement de Paris. Cet hôtel, construit entre 1656 et 1659 par Jean de Boullier pour Pierre Aubert, Seigneur de Fontenay, fermier général des gabelles (d’où le nom donné au bâtiment d’« hôtel Salé ») est l’un des plus emblématiques hôtels particuliers construits à la fin du XVII^{ème} siècle dans le Marais.

La Collection

La Collection du Musée national Picasso-Paris (environ 6 000 œuvres, autour de 22 000 photographies, autour de 200 000 archives, et fonds documentaire varié) a été créée grâce à deux dations successivement consenties à l’Etat par les héritiers de Pablo Picasso en 1979 puis par ceux de Jacqueline Picasso en 1990. Par sa qualité, son ampleur comme par la diversité des domaines artistiques représentés, elle est la seule collection publique au monde qui permette à la fois une traversée de tout l’œuvre peint, sculpté, gravé et dessiné de Picasso, comme l’évocation précise, à travers esquisses, études, croquis, carnets de dessins, états successifs de gravures, photographies, livres illustrés, films et documents- du processus créateur de l’artiste.

Musée Picasso Paris

Cette exceptionnelle collection confère au Musée national Picasso-Paris un rôle central au plan international tant pour la présentation de l'œuvre de Picasso que pour la recherche relative à sa vie ou à son œuvre et sur l'art moderne en général.

Missions de l'établissement public

Le Musée national Picasso-Paris a pour missions principales :

- la présentation et l'enrichissement des collections nationales dont il a la garde ;
- l'accueil du public le plus large, le développement de la fréquentation de son site. Il favorise la connaissance de ses collections, conçoit et met en œuvre des actions d'éducation et de diffusion visant à assurer l'égal accès de tous à la culture ;
- être un pôle de référence pour la recherche sur la vie et l'œuvre de Picasso et des artistes qui lui furent liés.

En outre, l'établissement public procède sur ses ressources et pour le compte de l'Etat aux acquisitions de biens culturels destinés à enrichir les collections dont il a la garde.

Il accueille environ 500 000 à 600 000 visiteurs chaque année.

Une programmation d'expositions riche et polymorphe

Le musée développe, au-delà de la présentation permanente de sa collection sur 3 étages de l'hôtel Salé, une programmation d'expositions temporaires (deux par an à partir de 2026) construite autour des grandes figures de la modernité et de ses marges, selon une exploration de la réception large de l'œuvre picassien.

Au sein de l'accrochage permanent des collections, des « salles dossiers » sont en outre proposées dans le cadre des rotations du parcours permanent. Ces projets légers (un à deux par an et qui complètent les rotations dites de conservation), décidés en fonction des opportunités et des mouvements de la collection, permettent de la valoriser, d'éclairer un point de l'histoire de la création, ou encore d'offrir un contrepoint contemporain ou pluridisciplinaire.

Enfin, la programmation peut aussi proposer l'exposition d'artistes contemporains (écrivains, peintres, sculpteurs, etc.) dans le cadre de formats plus resserrés (un à deux projets par an). Chaque année, la programmation peut s'articuler donc autour de 4 à 7 projets au sein de l'Hôtel Salé.

En parallèle, le musée développe une politique ambitieuse d'expositions hors-les-murs.

Une politique ambitieuse de diffusion de la collection

Le rayonnement du Musée national Picasso-Paris est en grande partie dû à sa politique active de prêts et d'expositions en France et à l'international. Chaque année, l'établissement construit avec ses partenaires des projets d'une grande diversité, proposant une collaboration qui va du prêt simple d'une œuvre jusqu'à l'organisation d'expositions hors les murs de grande envergure. A titre d'exemple, en 2023, l'établissement a poursuivi son effort de diffusion des collections – 1 117 prêts pour 52 projets d'expositions en France et dans le monde – et, par ce biais, de promotion de la connaissance de l'œuvre de Pablo Picasso et de sa réception contemporaine.

La collection du musée rayonne également sur tout le territoire français à travers une politique de dépôt soutenue de plus de 290 œuvres.

Musée Picasso Paris

Un musée multisite

Les œuvres de la collection non exposées sont conservées sur le site des réserves, externalisé, situé en petite couronne parisienne. Les espaces, de plus de 1400 m², sont constitués d'espaces de stockage, d'espaces de transit et de travail, ainsi que d'un atelier de restauration et d'un atelier d'encadrement.

A partir de l'été 2026, les réserves du musée déménageront vers le futur site du Centre Pompidou francilien à Massy, bénéficiant ainsi de réserves modernes, sécurisées et facilement accessibles depuis Paris en métro, sans augmenter de manière significative les dépenses associées à la gestion du site actuel, tout en répondant au souhait de mutualisation des établissements nationaux. Destiné à accueillir les nouvelles réserves des deux institutions, le futur bâtiment offrira par ailleurs un espace culturel expérimental de 2 500 m², tirant parti de la présence des œuvres et des activités de recherche et de conservation menées dans les réserves, mais aussi de l'implantation au cœur du plateau universitaire de Paris-Saclay et de la dynamique culturelle du territoire francilien.

Enfin, au cours du premier semestre 2025, le musée investira de nouveaux espaces pour y installer le Centre d'études Picasso (CEP) dans les anciennes écuries de l'hôtel de Rohan, situé dans le quadrilatère des Archives nationales, tout près de l'hôtel Salé. À la fois centre de ressources et centre de recherche, il proposera un accès facilité aux ressources du musée, avec pour ambition d'être un moteur de la recherche sur Picasso et son œuvre. Envisagé comme un cadre privilégié d'échanges scientifiques, il sera aussi un lieu de transmission et de partage auprès d'un large public, complété d'un portail documentaire récemment mis en ligne. Le rez-de-chaussée accueillera une salle de consultation, destinée à recevoir les équipes scientifiques du musée et à accueillir des chercheurs, un magasin qui accueillera le fonds des archives privés (plus de 200 000 pièces écrites et 17 000 photographies), la bibliothèque du musée (14 000 titres) et le fonds de la documentation du musée (plus de 8 000 dossiers documentaires), et une salle de réunion, dédiée aux réunions internes et aux conseils d'administration.

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE ET DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet de fixer les termes contractuels généraux entre l'établissement public du Musée national Picasso-Paris (ci-après « le Musée Picasso » ou « le Musée ») et le prestataire retenu régissant les bons de commande conclus sur son fondement et relatifs à l'exécution de prestations de conservation et de restauration des œuvres d'art du Musée national Picasso-Paris.

1.2 Forme et nature de l'accord-cadre

Conformément aux articles R.2162-2 à R.2162-14 du Code de la commande publique, l'accord-cadre donne lieu à la conclusion de bons de commande.

Le présent accord-cadre, mono-attributaire, est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 900 000€ HT pour l'ensemble des lots et pour toute la durée du marché. Il est alloté en 4 (quatre) lots, répartis comme suit :

- lot n° 1 : peintures / couche picturale et tous supports ;

Musée Picasso Paris

- lot n° 2 : objets 3D : sculptures sur plâtre, en bois, métal, en papier et en carton et linoleum, composites, céramiques, collections ethnographiques (matériaux composites et organiques) et matrices ;
- lot n° 3 : arts graphiques : papiers et cartons (dessins, estampes, papiers colles, carnets, documents en feuilles et reliés, affiches, archives) ;
- lot n° 4 : photographies : tous supports confondus (albums compris).

1.3 - Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de la date de sa notification.

Il pourra être reconduit trois fois pour une période d'un (1) an par tacite reconduction sauf en cas de dénonciation de l'accord-cadre par le représentant du pouvoir adjudicateur notifiée au titulaire au plus tard trois (3) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

1.4 Lieu d'exécution

Les prestations pourront être réalisées sur les sites définis dans le cahier des clauses techniques particulières (CTP) de l'accord-cadre.

1.5 Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent accord.

1.6 Clause d'exclusivité

Le présent accord-cadre est conclu à titre exclusif. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, le cas échéant, de recourir à une autre entreprise pour l'exécution d'une ou plusieurs prestations, objet du présent accord-cadre, dans les cas suivants :

- défaillance du titulaire dans l'exécution d'une ou plusieurs obligations contractuelles ;
- impossibilité pour les titulaires d'honorer une commande passée par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement (AE) propre à chaque lot et ses annexes dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant :
 - annexe 1 : le bordereau des prix unitaires (BPUP) plafond de chaque lot ;
 - annexe 2 : demandes d'acceptation des sous-traitants (DC4), le cas échéant ;
 - annexe 3 : cadre de réponse

Musée Picasso Paris

- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAPC) commun à tous les lots et son annexe :
 - o annexe n° 1 : programme prévisionnel des expositions ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTPC) commun à tous les lots ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services issu de l'arrêté du 30 mars 2021
- les actes complémentaires, notamment leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- le mémoire technique remis par le titulaire et les curriculums vitae des restaurateurs.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées.

ARTICLE 3 - REPRESENTANTS DES PARTIES

3.1 - Représentants du titulaire

Avec CV à l'appui, le titulaire désigne dans son offre une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Ce ou ces membres sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par l'accord-cadre, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le remplacement, en cours d'exécution des prestations, de l'interlocuteur désigné doit faire l'objet d'une information préalable du musée ; le titulaire communique par écrit le nom, et le curriculum vitae du nouveau référent. Ce nouvel interlocuteur est considéré comme définitivement accepté si le musée ne le récuse pas dans un délai de quinze jours à compter de la réception du curriculum vitae. Dans le cas contraire, le titulaire dispose de deux jours pour désigner un autre remplaçant et en informer le musée.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, l'accord-cadre peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 41.2 du CCAG-FCS.

3.2 - Représentants du pouvoir adjudicateur

Les coordonnées des interlocuteurs du titulaire au sein du Musée Picasso chargés de la conduite de l'accord-cadre sont communiquées au titulaire après la notification de l'accord-cadre à l'adresse électronique renseignée dans l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG-FCS, les personnes physiques désignées par le pouvoir adjudicateur pour la conduite du présent accord-cadre ne sont pas réputées disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire, les décisions nécessaires engageant le pouvoir adjudicateur.

Tout acte et toute décision devant être pris pour permettre l'exécution des prestations, objet du présent accord-cadre, relèvent du pouvoir adjudicateur ou de son représentant le cas échéant.

En complément des dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS, toute notification au titulaire de décision ou d'information du pouvoir adjudicateur sera effectuée par voie de courrier électronique à l'adresse figurant à l'article 1 de l'acte d'engagement.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE ET MOYENS DEDIES A L'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1 Obligations du titulaire et conditions techniques générales d'exécution des prestations

Le titulaire de chaque lot du présent accord-cadre est tenu à un devoir de conseil ainsi qu'à une obligation de résultat, de faisabilité technique et de moyens adaptés pour réaliser les prestations de l'accord-cadre.

De fait, les objectifs généraux, en matière de résultats, consistent à assurer :

- la qualité globale des services pour garantir la satisfaction du musée ;
- le respect des exigences stipulées au présent accord-cadre.

Les obligations des parties sont exécutées de bonne foi suivant les dispositions techniques, financières, juridiques ou autres précisées dans le présent accord-cadre.

Il appartient au titulaire du lot de compléter si nécessaire les moyens définis dans son projet d'organisation pour répondre à ses obligations de résultats au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage donc à :

- mettre en place tout moyen complémentaire qui s'avérerait nécessaire pour respecter les engagements du présent accord-cadre ;
- informer l'Etablissement public en cas d'écart avec l'organisation décrite (adaptation de l'effectif, modification de la sous-traitance, etc.) et communiquer les documents nécessaires justifiant ces modifications.

Il appartient au titulaire d'un lot de se conformer à l'ensemble des obligations de l'accord-cadre, de conseiller le pouvoir adjudicateur durant l'accord-cadre, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir, et d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne fin des prestations à réaliser. De même, le titulaire doit mettre en garde le pouvoir adjudicateur contre les conséquences dommageables des dispositions inscrites dans les différentes pièces portées à leur connaissance tout au long de sa mission.

La responsabilité du titulaire d'un lot vis-à-vis du pouvoir adjudicateur reste entière, conformément aux engagements qu'il a souscrits, sans prétendre à un supplément de prix. Par ailleurs, le titulaire est responsable de son personnel ou de celui de ses sous-traitants en toutes circonstances, pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre et pour quelque que cause que ce soit. Il s'engage à respecter les dispositions du Code du travail.

Musée Picasso Paris

De même, les dégâts et dommages de toute nature occasionnés lors de l'exécution des prestations sont à sa charge. Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder l'avancement des tâches prévues, quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances, entreprises, etc.

Pour l'exécution de sa mission, le titulaire est tenu d'assister à toutes les réunions de travail organisées par le pouvoir adjudicateur dès lors que des questions le concernant y sont abordées. A ce titre et pendant leur séjour sur site, les préposés du titulaire sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité de l'établissement ainsi qu'aux règles spécifiques liées à l'utilisation de l'espace dédié en réserve qui leurs sont communiquées par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre et s'assurer de leur respect. Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties à l'accord-cadre.

Par dérogation aux articles 5.1.1 et 41.1 du CCAG-FCS, le non-respect de ces dispositions peut entraîner la résiliation immédiate de l'accord-cadre sans préavis, ni indemnité, aux torts du titulaire et si nécessaire des poursuites judiciaires pourront être déclenchées.

Conditions techniques générales d'exécution des prestations

Le titulaire s'engage :

- à exécuter les prestations dans les règles de l'art, et dans les meilleures conditions de sécurité des biens et des personnes ;
- à se conformer aux moyens qu'il aura prévus conformément à son mémoire technique ou à ceux qui auront été déterminés lors des réunions préparatoires, et qui auront été approuvés par la personne chargée de la conduite de l'accord-cadre et par les responsables du musée concernés ;
- à respecter une obligation de conseil ;
- à respecter les conditions d'exécution fixées lors des réunions préparatoires prévues ;
- à se conformer aux contraintes techniques et de sécurité concernant l'utilisation des moyens de l'établissement public ;
- à respecter si besoin les contraintes d'accès l'ensemble des sites du musée, et les contraintes particulières des sites en termes de sécurité et sûreté.

Avant tout début d'exécution des prestations, le titulaire est réputé avoir pris pleine connaissance des éléments en relation avec l'exécution des prestations, et d'avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution et sujétions. Il doit solliciter toute information complémentaire dont il ressentirait le besoin avant d'engager les opérations.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exiger, sous peine de résiliation de l'accord-cadre, le respect de l'ensemble des prescriptions décrites dans le présent document.

4.2 Moyens et personnel dédiés à l'exécution des prestations

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations par un personnel qualifié, spécialisé dans le traitement des collections d'œuvres d'art et de documents d'archives et dont la formation répond aux critères d'habilitation de la loi du 4 janvier 2002 relative aux musées de France et de ses textes d'application ainsi que de la circulaire n° 2002/021 du 24 décembre 2002, dans

Musée Picasso Paris

sa dernière version modifiée par circulaire du 15 janvier 2009, relative à la restauration des biens des collections des musées de France (qualifications requises et habilitation des personnes appelées à assurer des opérations de restauration), ainsi que par un personnel qualifié, spécialisé dans l'entretien du patrimoine et le conditionnement, le cas utile.

L'équipe du titulaire retenu pour effectuer les prestations de conservation et de restauration doit avoir un domaine de spécialisation correspondant aux matériaux à traiter constitutifs de l'objet traité.

En fonction de la nature et de la complexité des projets de restauration, certaines tâches doivent revenir à des restaurateurs confirmés faisant état d'une solide expérience dans leur domaine de spécialisation, qualifiés dans le BPUP de l'accord-cadre de « restaurateurs confirmés », tandis que d'autres tâches peuvent être remplies par des restaurateurs junior nommés dans le BPUP de l'accord-cadre « restaurateurs », et que d'autres enfin, relevant du dépoussiérage, montage, préparation et conditionnement, peuvent être remplis par des techniciens de conservation nommés dans le BPUP de l'accord cadre « techniciens de conservation ». Le titulaire s'engage à constituer son équipe de membres de ces trois niveaux de qualification (restaurateur confirmé ou pas, technicien de conservation). Il s'engage également à faire réaliser les prestations objets de l'accord-cadre avec des personnels ayant le niveau de qualification requis par le Musée Picasso.

Les prestations devront être réalisées par des restaurateurs ayant obtenu un diplôme d'Etat ou équivalent.

Les restaurateurs non confirmés comme les techniciens de conservation sont réputés agir, lors de la réalisation des prestations, sous la responsabilité des restaurateurs confirmés.

4.3 Confidentialité et protection des données personnelles

Le Musée Picasso se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations du présent article par un tiers qu'il aura préalablement agréé.

Il est rappelé que, en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS, le Musée Picasso pourra prononcer la résiliation immédiate de l'accord-cadre, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions ci-dessous.

4.3.1 Confidentialité

Il est dérogé à l'art. 5.1 du CCAG-FCS comme suit :

Confidentialité des échanges dans le cadre du présent accord-cadre

Le titulaire s'engage à ne divulguer aucune information de quelque nature que ce soit échangée à l'occasion de l'exécution du présent lot de l'accord-cadre et à prendre toutes mesures propres à empêcher une telle divulgation. Les titulaires se portent fort du respect par leurs salariés de cette obligation de confidentialité, même après que ceux-ci auront cessé leurs fonctions.

Musée Picasso Paris

Cette obligation se maintient pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, mais aussi à son terme tant que ces informations n'ont pas été rendues publiques par la volonté du Musée Picasso.

Le titulaire pourra toutefois communiquer lesdites informations à leurs fournisseurs ou sous-traitants sous réserve de leur imposer la même obligation de confidentialité. Les titulaires s'engagent au respect de l'obligation de confidentialité par les personnes à qui la diffusion de l'information est expressément autorisée.

Confidentialité des données

Les supports informatiques fournis, le cas échéant, par le Musée Picasso au titre du présent accord-cadre et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le titulaire restent la propriété du Musée Picasso.

Par dérogation à l'article 5 du CCAG-FCS, le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du pouvoir adjudicateur, est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties à l'accord-cadre.

Le non-respect de ces dispositions entraîne la résiliation immédiate de l'accord-cadre sans préavis, ni indemnité, et si nécessaire des poursuites judiciaires pourront être déclenchées.

4.3.2 Protection des données personnelles

Les dispositions de l'article 5.2 du CCAG-FCS, la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel, en particulier, le règlement (UE) n°2019/679 du Parlement Européen et du Conseil de l'Europe en date du 27 avril 2016 (ci-après « RGPD ») et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés sont applicables au titulaire et à ses sous-traitants le cas échéant. Le Musée national Picasso-Paris est responsable de traitement et le titulaire de l'accord-cadre est le sous-traitant.

Le non-respect de ces mesures peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre.

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du Musée national Picasso-Paris les données à caractère personnel nécessaires à la réalisation des prestations objets du présent accord-cadre.

Dans cette perspective, le titulaire s'engage à :

- traiter les données conformément aux instructions du pouvoir adjudicateur ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données

Musée Picasso Paris

dès la conception et de protection des données par défaut.

- ne pas utiliser les données et informations traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre ;
- ne pas divulguer ces données ou informations à des tiers, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données en cours d'exécution de l'accord-cadre ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées tout au long de la durée du présent accord-cadre ;
- et en fin d'accord-cadre à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;

ou à :

- restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent accord-cadre.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

4.3.2.1 Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le pouvoir adjudicateur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. Le Musée national Picasso-Paris dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si le musée n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du pouvoir adjudicateur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

De la même façon, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

4.3.2.2 Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide le musée à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique

Musée Picasso Paris

au pouvoir adjudicateur.

4.3.2.3 Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par les moyens suivants :

- Lettre recommandée ;
- Document transmis par courriel.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation, le vol ou l'enregistrement de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation, le vol ou l'enregistrement de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à l'atteinte faite aux données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du pouvoir adjudicateur, le titulaire communique, au nom et pour le compte du musée, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins et contient les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

4.3.2.4 Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.3.2.5 Sort des données

Au terme de la durée de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à

Musée Picasso Paris

caractère personnel qu'il aurait traitées et enregistrées.

4.3.2.6 Délégué à la protection des données

Le titulaire communique au musée le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

4.3.2.7 Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du musée comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du musée ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant ;
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins ;
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.3.2.8 Documentation

Le titulaire met à la disposition du musée la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le musée ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

4.3.2.9 Obligations du pouvoir adjudicateur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article « Description du traitement de données à caractère personnel » ;
- de tenir informées les personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

4.4 Opérations de vérification et constats

Le titulaire s'engage à une pleine implication et participation pour la réalisation des enjeux et objectifs précités. L'évaluation de la performance fait l'objet de mesures régulières dans le cadre d'un dispositif de contrôle des performances réalisé par le titulaire, notamment dans le cadre d'autocontrôles, et par le Musée Picasso, notamment dans le cadre d'audits et de contrôles contradictoires.

Musée Picasso Paris

Le Musée Picasso se réserve à tout moment la faculté de contrôler, par ses propres moyens, les conditions de mise en œuvre des prestations.

Le titulaire s'engage par ailleurs à signaler sans délai au musée tout obstacle ou élément bloquant le bon déroulement des prestations.

Tout constat d'anomalie devra faire l'objet d'un constat contradictoire signé par les deux parties, permettant d'établir les circonstances et les responsabilités dudit dommage.

4.5 Responsabilité sociale et environnementale (RSE) et développement durable

Le candidat mettra en avant, dans son offre, tous les éléments témoignant d'une prise en compte des problématiques liées au développement durable (responsabilité sociale, sociétale et environnementale) et ses engagements en la matière.

Les mesures prises au titre de la RSE listées ci-dessous sont particulièrement appréciées :

- limiter l'impact de ses activités sur l'environnement ;
- favoriser la formation continue ;
- favoriser la diversité, veiller à l'égalité femmes/hommes, et lutter contre les discriminations ;
- favoriser l'insertion des personnes en difficulté (promouvoir l'insertion des travailleurs en situation de handicap, promouvoir l'insertion professionnelle des publics éloignés de l'emploi) ;
- favoriser l'emploi des seniors, des jeunes en difficulté et des publics éloignés de l'emploi.

Par ailleurs, les échanges entre le Musée national Picasso-Paris et le titulaire se font, dans la mesure du possible et sauf en cas de nécessité de présence sur site (pour réunion ou intervention), de manière dématérialisée. Le titulaire s'engage à veiller, au travers d'actions régulières et quotidiennes, au respect de l'environnement notamment par la dématérialisation des supports utilisés.

Il s'engage par ailleurs à prendre en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement.

Le bilan annuel sera l'occasion d'un échange entre le titulaire et les référents de la direction de la production et la direction scientifique et des collections concernant les pistes d'amélioration de la politique de développement durable et l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

4.5.1 Obligations à respecter concernant les pratiques et matériaux

Il sera fortement apprécié que le titulaire assure une veille sur l'évolution des pratiques en conservation-restauration et sur l'offre de matériaux de conservation et de restauration, notamment aux offres plus durables (matériaux innovants et plus responsables comme les matériaux biosourcés). Il sera force de proposition pour la mise en place de test, nouvelles pratiques au Musée Picasso.

4.5.2 Diminution de l'empreinte carbone

Le titulaire prendra soin d'appliquer toute mesure réduisant l'empreinte carbone de ses prestations.

4.5.3 Obligations à respecter concernant le transport

Musée Picasso Paris

Dans la mesure du possible, le titulaire doit privilégier un mode de transport limitant son impact écologique pour les déplacements assurés par ses soins ou par ses sous-traitant (mobilités douces, co voiturages, véhicules électriques, véhicules au bio carburant...).

Ces éléments feront l'objet d'une attention particulière lors de l'analyse des offres.

4.6 Plan de prévention – Hygiène sécurité

Article 4.6.1. Principes Généraux

Le titulaire s'engage à respecter les dispositions légales et réglementaires en matière d'hygiène, de santé et de sécurité au travail. Il mettra en œuvre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé de ses employés ainsi que celles des agents du Musée Picasso.

Article 4.6.2. Obligations du titulaire

Évaluation des Risques : Le titulaire réalisera une évaluation des risques professionnels liés à ses activités et mettra en place les mesures de prévention appropriées.

Formation et Information : Le titulaire s'engage à former et informer ses employés sur les risques liés à leurs activités et sur les mesures de prévention à adopter.

Équipements de Protection Individuelle (EPI) : Le titulaire fournira à ses employés les équipements de protection individuelle nécessaires et veillera à leur utilisation correcte.

Visites d'Inspection : Le titulaire s'engage à être présent lors des visites d'inspection commune organisées par le Musée Picasso. Ces visites permettront de vérifier la conformité des mesures de sécurité mises en place, d'identifier d'éventuels risques supplémentaires et d'établir le plan de prévention obligatoire à tout démarrage de travaux selon conformément aux articles R4512-6 à R4512-12 du Code du travail.

Plan de Prévention : Un plan de prévention sera élaboré conjointement par les parties avant le début des travaux, Dans ce document, seront définies les mesures prises par chaque entreprise pour prévenir les risques résultant de l'interférence entre leurs activités, installations et matériels.

Gestion des Accidents et Incidents : En cas d'accident ou d'incident, le titulaire devra informer immédiatement le Musée Picasso et prendre les mesures nécessaires pour éviter toute récurrence. Un rapport détaillé de l'accident ou de l'incident sera rédigé et transmis au Musée Picasso.

ARTICLE 5 - CONTENU DES PRESTATIONS

Le contenu des prestations liées à l'exécution du présent accord-cadre sera conforme aux prescriptions du cahier des clauses techniques particulières commun (CCTPC) de l'accord-cadre.

ARTICLE 6 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1 Contrôle

Le titulaire s'engage à signaler au Musée Picasso toute dégradation touchant les objets, le bâtiment et le matériel, survenue au cours de l'exécution des prestations.

Le Musée Picasso se réserve également la possibilité de faire appel à des prestataires extérieurs pour toute mission de conseil, de vérification et de contrôle des prestations objet du présent accord-cadre.

6.2 Détérioration des œuvres

Les anomalies ou détériorations dues à la manipulation des œuvres sont notifiées au titulaire dans un délai de vingt-quatre (24) heures suivant l'exécution des prestations.

Constats :

Il est alors procédé à un examen contradictoire avec constat (constat sur objets et/ou constat sur bâtiment et matériel), destiné à déterminer la part de responsabilité du titulaire.

Les constats sont dressés conjointement par un représentant du Musée Picasso et un représentant du titulaire, en double exemplaire.

Commission d'expertise :

A l'initiative du Musée Picasso une commission d'expertise peut se réunir à la suite d'un constat.

Cette commission comprend a minima les responsables de la Direction de la production et de la Direction scientifique et des collections mais peut également être conviée et autant que besoin toute personne jugée utile à l'expertise par le Musée national Picasso-Paris.

Indemnisation :

Après constat d'anomalie ou de détérioration, ou à l'issue de la commission d'expertise, le Musée Picasso établit un compte-rendu établissant l'anomalie ou la détérioration. Une indemnisation correspondant aux préjudices subis par le Musée Picasso ou l'exécution des prestations nécessaire à la remise en état de l'œuvre à ses frais et risques peut être demandée au titulaire.

ARTICLE 7 - DELAIS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

Les délais de réalisation du service sont précisés dans chaque bon de commande émis conformément aux modalités définies à l'article 8 du présent document.

En cas de non-respect de la date de livraison, le titulaire encourt les pénalités fixées à l'article 11 du présent CCAPC.

ARTICLE 8 – DEMANDES DE DEVIS ET EMISSION DES BONS DE COMMANDE

8.1 Formes de notification et communications

En complément des dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS, toute notification au titulaire d'ordre de service, de bon de commande, de décision ou d'information du pouvoir adjudicateur est effectuée par voie de courrier électronique à l'adresse ou au numéro figurant à l'article 1 de l'acte d'engagement.

8.2 Pour les prix contenus au BPUP

L'émission d'un bon de commande est précédée par une demande de devis, ce dernier faisant, le cas échéant, l'objet d'une validation expresse par le pouvoir adjudicateur. Cette demande de devis peut se faire par voie de courriel. Le devis doit faire apparaître les lignes du BPUP correspondantes.

Le cas échéant, le titulaire établit ses devis sur la base du BPUP dans un délai de cinq (5) jours ouvrés en fonction des prescriptions fixées par le Musée Picasso. Il devra comporter les renseignements suivants :

- la référence du présent accord-cadre ;
- la ou les ligne(s) du BPUP correspondante(s) ;
- la désignation des prestations ;
- le lieu et la date de livraison des matériels objets de la commande le cas échéant ;
- les délais d'exécution ;
- la désignation et l'adresse du service destinataire du bon de commande ;
- le prix unitaire et les quantités ;
- le montant total hors taxes ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total TTC.

Tous les délais exprimés en « jours » sont des jours calendaires.

Le bon de commande est le document écrit adressé par le représentant du pouvoir adjudicateur au titulaire de l'accord-cadre ; il précise les prestations décrites dans les documents contractuels dont l'exécution est demandée.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il les notifie au pouvoir adjudicateur dans un délai de 72 (soixante-douze) heures à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

8.3 Autres dispositions

Toutes les prestations nécessaires à la bonne exécution des prestations sont réputées incluses dans l'accord-cadre, y compris lorsqu'elles ne font pas l'objet d'une stipulation spécifique et sauf exclusion expresse. Le titulaire est tenu à une obligation de résultat.

8.4 Pour les prestations hors BPUP

Lorsqu'une prestation n'est pas prévue par le BPUP, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire appel à un autre prestataire. S'il décide de passer commande auprès du titulaire de l'accord-cadre, cette commande devra être obligatoirement être précédée par une demande de devis, devis qui devra ensuite faire l'objet d'une validation expresse par le pouvoir adjudicateur. Cette commande pourra être exceptionnelle ou intégrée au BPUP, par voie d'avenant. Ces prix nouveaux seront toutefois limités à 30 % du montant total du BPUP d'origine, afin de ne pas remettre en cause les conditions initiales de la mise en concurrence.

ARTICLE 9 - NATURE ET CONTENU DES PRIX

9.1 Nature des prix de l'accord-cadre

Les prix de l'accord-cadre sont exprimés en unité monétaire euros.

Les prix sont fermes pour la première année du marché. Ils pourront faire l'objet d'une révision de prix à la date anniversaire du marché conformément aux dispositions de l'article 9.3 du présent CCAPC.

Les prestations sont rémunérées par l'application de prix unitaires, figurant dans le bordereau de prix unitaires plafonds (BPUP) joint en annexe 1 à l'acte d'engagement de chacun des lots, aux quantités réellement exécutées.

Elles sont exécutées à travers l'émission de bons de commandes, soumise aux dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 puis R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique, traitée à prix unitaires appliqués sans montant minimum et avec un montant maximum de 900 000 € HT.

9.2 Contenu et caractères des prix

En complément des dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre notamment :

- toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ;
- tous les frais et sujétions non explicitement décrits et liés à l'exécution des prestations ;
- la cession des droits d'auteur pour les exploitations commerciales et non commerciales propres et extérieures au musée des créations originales du titulaire le cas échéant ;
- les réunions n'ayant pas de caractère scientifique ;
- les frais de déplacement et de transport sur les sites du musée et/ou désignés par le pouvoir adjudicateur en Ile de France ;
- les allers-voir sur les sites du musée et/ou désignés par le pouvoir adjudicateur en Ile de France ;
- les frais de reprographie des documents, rapports, comptes rendus... ;
- les moyens matériels (ordinateur et appareil photo notamment mais pas exclusivement, lampes, appareils de mesure du climat et de l'éclairage, etc.) nécessaire pour l'exécution des prestations ;
- les fournitures non prises en charge par le Musée Picasso ;

Musée Picasso Paris

- les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Aucune prise en charges lié au fonctionnement de la structure du titulaire ne sera effectuée par le Musée Picasso (notamment les frais généraux, assurances, impôts, frais de déplacement, téléphone, coursiers, etc.).

En cas de sous-traitance, le prix de l'accord-cadre est réputé couvrir les frais de coordination et de contrôle, par le titulaire, de ses sous-traitants, ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

Dans le cadre d'un groupement, la rémunération du mandataire comporte la coordination des prestations ; ces frais comprennent l'ordonnancement, le pilotage et la marge pour défaillance éventuelle des cotraitants.

Les frais relatifs aux déplacements du titulaire hors Ile-de-France pour le compte et à la demande de l'établissement (déplacement, hébergement, frais de repas) pourront toutefois être pris en charge par le Musée Picasso dans la limite du montant accordé par délibération aux agents du Musée Picasso ou ses partenaires ; chaque déplacement, en France ou à l'étranger, devra être validé en amont de manière expresse par le Musée Picasso. Le titulaire devra obligatoirement transmettre un état de frais signé et fournir des pièces justificatives originales pour ouvrir droit au remboursement desdits frais quand la prise en charge devra être effectuée par le Musée Picasso.

9.3 Révision des prix

Les prix sont fermes pour la première année d'exécution du marché. Les prix figurant dans les BPUP font l'objet d'une révision de prix à la date anniversaire du marché à l'exclusion des prestations de convoiement. Ainsi, la révision de prix ne s'applique pas aux prestations de convoiement conformément à l'article 1.1 du CCTPC.

Le titulaire du marché devra proposer une nouvelle grille tarifaire prenant la forme d'un nouveau BPUP comportant les prix unitaires révisés applicables. Après accord express du pouvoir adjudicateur, ce nouveau BPUP remplacera le précédent et deviendra applicable pour la période concernée.

Le titulaire du marché s'engage, sous peine de forclusion, à notifier les tarifs révisés au pouvoir adjudicateur avec un préavis de 1 mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

Ces prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois connu au moment de la remise des offres : ce mois est appelé mois zéro (Mo).

Les nouveaux prix s'appliquent uniquement aux commandes émises à compter de l'entrée en vigueur du nouveau BPUP. Pour les commandes passées antérieurement, les prix restent inchangés.

La révision des prix s'effectue par application aux prix du marché (P) d'un coefficient de révision donné par la formule :

$$PU = PU_0(0,15 + 0,85 \text{ ICHT-IME} / \text{ICHT-IME}_0)$$

$$P = P_0 (0,60 + 0,40 S/S_0)$$

Avec :

Musée Picasso Paris

PU = Prix unitaire révisé.

PUo = Prix unitaire à la signature de l'accord-cadre pour la 1^{ère} révision et prix de la dernière révision pour les révisions suivantes.

ICHT-IME = Indice « coût horaire du travail révisé – salaires et charges, tous salariés, activités spécialisées, scientifiques, techniques » (NAF rév. 2 section M) N°001565181 base 100 en Décembre 2008, publié par l'INSEE, à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

ICHT-IMEo = Indice « coût horaire du travail révisé – salaires et charges, tous salariés, activités spécialisées, scientifiques, techniques » (NAF rév. 2 section M) N°001565181 base 100 en Décembre 2008, publié par l'INSEE, à la date d'établissement des prix (Mo) pour la première révision et indice de la dernière révision pour les révisions suivantes.

Les indices ci-dessus sont publiés dans le bulletin mensuel de statistique de l'Insee et diffusés sur le site internet : [Indice annuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Activités spécialisées, scientifiques, techniques \(NAF rév. 2 section M\) - Base 100 en décembre 2008 | Insee](#)

Il incombe aux titulaires d'effectuer le calcul et de transmettre les prix révisés avec les modalités de calcul, pour validation au pouvoir adjudicateur dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

ARTICLE 10 - MODALITES DE REGLEMENT

10.1 Avance

Chaque titulaire mentionnera expressément à l'article 8 de l'acte d'engagement de chaque lot s'il entend bénéficier de l'avance prévue aux articles R 2191-3 et R 2191-7 du code de la commande publique avec un taux fixé à 5% - ou à 30% si le titulaire répond à la définition des petites et moyennes entreprises au sens de l'article 3 du décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 relatif aux critères permettant de déterminer la catégorie d'appartenance d'une entreprise pour les besoins de l'analyse statistique et économique.

Le versement de l'avance se déclenchera sur demande du titulaire, effectuée par voie de courriel et accompagnée d'un état liquidatif.

Une avance est accordée au(s) sous-traitant(s) dans les conditions fixées par l'article R2191-6 du code de la commande publique, sauf renonciation expresse de sa part figurant dans l'acte spécial de sous-traitance et dans les conditions accordées au titulaire telles que décrites ci-dessus.

Dans le cas où le titulaire sous-traiterait une part de l'accord-cadre postérieurement à la notification de celui-ci, il doit rembourser la partie de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct, même dans le cas où le sous-traitant renonce à percevoir l'avance.

Le remboursement de l'avance tant par le titulaire que par ses éventuels sous-traitants s'effectuera conformément aux dispositions des articles R2191-11 et R2191-11 du code de la commande publique.

Musée Picasso Paris

10.2 Modalités de règlement

Les prestations effectuées par le titulaire sont réglées, après vérification du service fait, et sous réserve des opérations de vérification et d'admission des prestations.

Le titulaire, ainsi que, le cas échéant, ses sous-traitants admis au paiement direct, peuvent transmettre une copie de leurs factures libellées à :

Etablissement public du Musée national Picasso-Paris
Département des Affaires Financières
20, rue de la Perle
75003 Paris

Les factures sont à transmettre par voie dématérialisée via le portail CHORUS PRO conformément aux dispositions des articles L2192-1 et suivants du code de la commande publique.

Pour pouvoir utiliser ce mode de transmission dématérialisé, les informations suivantes sont requises :

- n° de SIRET : 130 012 172 00016
- n°EJ : 2025-MNPP-1101 (pour le lot n°1) -1102 (pour le lot n°2) -1103 (pour le lot n°3) - 1104 (pour le lot n°4) - AC

Par exception, si l'émetteur de la facture ne relève pas de l'une des catégories visées par les dispositions précédemment citées, la facture est transmise par courrier électronique à l'adresse suivante : daf@museepicassoparis.fr

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comportent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le numéro de l'accord-cadre indiqué sur la page de garde du présent document ;
- le numéro de l'engagement juridique correspondant (numéro du bon de commande) ;
- la désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- la désignation et les quantités des services exécutés et livrés avec les délais d'exécution ;
- le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- le montant H.T. et T.T.C. des services exécutés, éventuellement actualisé ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- le cas échéant, les modalités de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

En outre, chaque bon de commande fait l'objet d'une facturation à part entière. Aucun groupement de différents bons de commande n'est réalisé en facturation unique.

10.3 - Délai de paiement

Le délai de paiement est fixé à trente (30) jours à compter de la réception de la facture par l'établissement public du Musée national Picasso-Paris.

Musée Picasso Paris

L'accord-cadre est financé sur le budget de l'établissement public.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majorés de huit points.

10.4 - Modalités de paiement en cas de désaccord

En cas de désaccord entre le titulaire et le musée, le paiement est effectué par virement sur la base provisoire des sommes admises par le musée, déduction faite des éventuelles pénalités dues au titre de l'article 11 du présent CCAP.

ARTICLE 11 - PENALITES

Toutes les pénalités ci-après sont cumulables entre elles.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités suivantes seront appliquées :

11.1 Pénalités de retard

Des pénalités peuvent être dues, sans mise en demeure préalable, pour tout dépassement des délais de réalisation ou de livraison des prestations tels qu'ils sont définis par le pouvoir adjudicateur pour chacune des commandes, via les bons de commandes. Le titulaire encourt une pénalité de trois cents (300) euros HT par jour calendaire de retard pour les délais fixés en jour et cent cinquante (150) euros HT par heure ouvrables de retard pour les délais fixés en heure.

11.2 Rapports

La non remise du rapport de restauration, du rapport d'étude, du rapport de convoiement, de fiche d'intervention ou de tout autre rapport technique demandé dans les délais fixés dans le CCTPC implique une pénalité forfaitaire de cent cinquante (150) euros HT par jour de retard et par rapport qui peut être appliquée sans mise en demeure préalable.

11.3 Retenues provisoires pour non-production des attestations

En cas de non-production de l'attestation d'assurance prévue à l'article 17 du présent CCAP et après mise en demeure infructueuse, une retenue provisoire de cent (100) euros HT par jour calendaire de retard sera opérée sur les sommes dues au titulaire. Cette somme sera reversée au titulaire au plus tard dans un délai de 45 jours à compter de la réception du document par l'établissement.

11.4 – Pénalités pour non-respect des dispositions légales et réglementaires en matière d'hygiène, de santé et de sécurité au travail

Des pénalités peuvent être dues, sans mise en demeure préalable, pour non-respect des dispositions légales et réglementaires en matière d'hygiène, de santé et de sécurité au travail. Cela inclut notamment l'absence de mise en œuvre des mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé de ses employés ainsi que celle des autres personnes présentes (agents du Musée Picasso, autres prestataires du Musée, public, etc.).

Les situations suivantes sont particulièrement concernées :

- Absence lors de la visite d'inspection commune préalable à la rédaction du plan de prévention ;
- Non-contribution à la rédaction du plan de prévention ;
- Non port des équipements de protection individuelles nécessaires à la réalisation des travaux ;
- Non-production des fiches de données de sécurité et des fiches techniques des produits ;
- Plus généralement, non-production des documents réclamés et non-respect des règles.

Sur simple constat, des pénalités seront appliquées au titulaire pour non-respect des dispositions fixées en matière d'hygiène, de santé, sécurité et conditions de travail d'un montant de :

- 1 000 € HT par infraction constatée lorsque la violation met en danger la vie du salarié ou d'autrui ;
- 50,00 € HT par infraction constatée pour non-production de documents (Fiche de données de sécurité, fiche technique de produit etc...) ;
- 200,00 € HT par infraction constatée pour tous les autres cas dont l'absence à la visite d'inspection commune préalable plan de prévention) et le port des EPI.

11.5 – Cumul de pénalités

Toutes les pénalités ci-avant sont cumulables entre elles.

ARTICLE 12 - CESSIION DES DROITS D'EXPLOITATION

12.1 Cession de droits

Les dispositions qui suivent viennent en complément des dispositions des articles 32 à 35 du CCAG-PI.

Le titulaire cède à titre exclusif à l'établissement public du Musée national Picasso-Paris l'ensemble des droits d'exploitation attachés aux résultats de ses prestations, aux documents, aux constats d'état, aux rapports, aux photographies ainsi qu'à toutes œuvres éventuellement créées dans le cadre du présent accord-cadre, tels que formulés aux articles L 122-2 et L 122-3 du Code de la propriété intellectuelle.

Ces droits comprennent le droit de représentation, de reproduction, d'utilisation secondaire et d'adaptation, tels que définis ci-après.

Musée Picasso Paris

12.1.1 Le droit de représentation s'entend, conformément à l'article L.122-2 du Code de la propriété intellectuelle comme le droit de communication au public des résultats, documents, constats d'état, rapports, photographies ainsi qu'à toutes œuvres éventuellement créées dans le cadre du présent accord-cadre, en tout ou partie, en couleur et/ou noir et blanc, en l'état ou modifiés par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu à ce jour, et notamment :

- 1a. le droit d'exposer, de présenter ou de faire présenter publiquement les résultats des prestations et notamment les constats d'état d'œuvres, les rapports et les photographies ainsi que toutes œuvres créées dans le cadre du présent accord-cadre dans le monde entier par voie de télédiffusion par onde, câble, ou satellite ainsi que par tous les procédés informatiques (notamment sur les sites Internet édités ou coédités par le musée national Picasso - Paris ainsi que sur les sites internet de ses partenaires ou des institutions à caractère culturel), sur des supports tels que les CD, CD-ROM, DVD, smartphones, tablettes numériques,. (liste explicative non exhaustive) à destination de tous publics payants ou non.
- 1b. le droit de présenter ou faire présenter les résultats des prestations et notamment les constats d'état d'œuvres, les photographies, les rapports ainsi que toutes œuvres créées dans le cadre du présent accord-cadre publiquement par projection en tous lieux accessibles à tous publics payants ou non.

12.1.2 Le droit de reproduction s'entend comme le droit de fixer ou de faire fixer matériellement les résultats des prestations, documents, constats d'état, rapports, photographies ou toutes œuvres éventuellement créées dans le cadre du présent accord-cadre par tous procédés qui permettent de les archiver ou de les communiquer au public , et notamment aux candidats sur des consultations futures et à tous prestataires, institutions, partenaires de l'établissement public du Musée national Picasso-Paris, et comporte notamment :

- 2a. le droit de reproduire ou d'enregistrer les résultats des prestations, et notamment les constats d'état d'œuvres, les photographies, les rapports ainsi que toutes œuvres créées dans le cadre du présent accord-cadre, par tous moyens, dans tous formats et sur tous supports, tels que supports papier, carton, pellicules photographiques, photographies en noir et blanc ou en couleur, diapositives, vidéodisques, support magnétique (bandes magnétiques, disques magnétiques et/ou optiques), DVD, CD, support électronique sous format numérique, clé USB, disque dur, carte mémoire, multimédia et selon tous les procédés connus ou inconnus à ce jour.
- 2b. le droit d'établir ou de faire établir les constats d'état d'œuvres, les photographies, les rapports ainsi que toutes œuvres créées dans le cadre du présent accord-cadre en tel nombre qui plaira à l'établissement public du Musée national Picasso-Paris ou à ses ayants droits, autant d'exemplaires, doubles, ou copies en tous formats et par tous procédés précédemment mentionnés.

12.1.3 Le droit d'utilisation secondaire s'entend comme le droit de reproduire et de représenter ou d'autoriser la reproduction et la représentation de tout ou partie des résultats des prestations et notamment des constats d'état d'œuvres, des photographies, des rapports ainsi que de toutes œuvres créées dans le cadre du présent accord-cadre afin de les intégrer à d'autres œuvres réalisées sur tous supports précédemment mentionnés et permettre l'exploitation de tous produits dérivés à des fins scientifiques, culturelles ou commerciales.

12.1.4 Le droit de modification et le droit d'adaptation s'entendent, conformément à l'article L.122-4 du Code de la Propriété Intellectuelle, comme la possibilité de modifier ou d'adapter résultats des prestations et notamment les constats d'état d'œuvres,

Musée Picasso Paris

les photographies, les rapports ainsi que toutes œuvres créées dans le cadre du présent accord-cadre en fonction des différents supports cités précédemment, en fonction de l'intégration de ceux-ci à d'autres œuvres ou en fonctions d'impératifs liés à l'organisation matérielle de l'établissement public du Musée national Picasso-Paris et notamment :

- 4a. le droit de reproduire tout ou partie des résultats des prestations et notamment des constats d'état d'œuvres, des photographies, des rapports ainsi que de toutes œuvres créées dans le cadre du présent accord-cadre dans une œuvre multimédia, en procédant le cas échéant aux modifications nécessaires.
- 4b. le droit d'adapter les résultats des prestations et notamment des constats d'état d'œuvres, les photographies, les rapports ainsi que toutes œuvres créées dans le cadre du présent accord-cadre sous forme d'éléments d'une œuvre collective ou d'une œuvre composite et notamment sous forme d'éléments d'une œuvre multimédia ou d'un site Internet. L'adaptation des résultats des prestations et notamment des constats d'état d'œuvres, des photographies, des rapports ainsi que de toutes œuvres créées dans le cadre du présent accord-cadre, en vue de les intégrer dans une œuvre multimédia ou un site Internet est susceptible d'entraîner des modifications dans leur présentation et dans les modalités d'accès et de consultation de celles-ci. L'établissement public du musée national Picasso - Paris est seul juge de ces modifications, sous réserve de l'accord du titulaire chaque fois qu'il est susceptible de modifier d'une manière substantielle, les documents précités, à l'exception des modifications visées à l'alinéa suivant.

La personne publique est autorisée à utiliser la définition de son choix en fonction des contraintes des différents supports et le rapport de cadrage de son choix.

12.2 Exploitation

12.2.1 Exploitations commerciales et non commerciales extérieures

Le titulaire autorise l'établissement public du Musée national Picasso-Paris, ou toute personne extérieure désignée par ce dernier et agissant pour son compte, à accorder à des tiers, tant en France qu'à l'étranger et, le cas échéant, par voie de cession, toutes les autorisations de reproduire et de représenter, de publier et d'exploiter les résultats des prestations et notamment les constats d'état d'œuvres, les photographies, les rapports ainsi que toutes œuvres créées dans le cadre du présent accord-cadre, objets de la présente commande dans la limite des droits qui lui sont conférés par le présent accord-cadre.

Le titulaire accepte que l'établissement public du Musée national Picasso-Paris délègue la gestion des documents et photographies cédés par le présent accord-cadre à une personne extérieure. Dans le cas où ce fonds serait géré par une personne extérieure, l'établissement public du Musée national Picasso-Paris (délégant) demandera à cette dernière d'agir conformément à la réputation et à l'éthique du musée et du titulaire des clichés, de ne pas porter préjudice à ses missions, à ses activités et /ou son image et de ne pas porter atteinte aux libertés publiques (incitation à la violence, à la haine raciale, à la discrimination...).

12.2.2 Exploitations par le titulaire dans le cadre de la promotion de son travail

Le titulaire ne fera ni ne permettra quelque usage commercial ou non commercial, à quelque titre que ce soit, des résultats de ses prestations sans l'accord préalable écrit de l'établissement public du Musée national Picasso-Paris.

12.3 Durée et étendue de la cession

La cession des droits d'exploitation des résultats des prestations et notamment des constats d'état d'œuvres, des photographies, des rapports ainsi que de toutes œuvres créées dans le cadre du présent accord-cadre est consentie pour le monde entier pour la durée légale de la protection des droits du titulaire telle que définie par le code de la propriété intellectuelle ainsi que par les conventions internationales y compris les cas de prolongation éventuelle de cette durée.

12.4 Garantie

Le titulaire déclare avoir la pleine et entière jouissance des droits dont il dispose au profit de l'établissement public du Musée national Picasso-Paris aux termes du présent accord-cadre. Il garantit expressément à l'établissement public du Musée du national Picasso-Paris la libre jouissance des droits ainsi cédés contre tous troubles, revendications, ou éviction quelconque émanant d'un tiers quel qu'il soit ou de son sous-traitant le cas échéant.

12.5 Transmission des droits cédés

La personne publique est habilitée à accorder, le cas échéant, par voie de cession, toute autorisation de reproduction, de représentation, de publication et d'exploitation des œuvres du titulaire dans la limite des droits qui lui sont conférés par le présent contrat.

ARTICLE 13 – MODIFICATIONS CONTRACTUELLES

13.1 Modifications des clauses contractuelles

Sauf exception dûment explicitée dans les documents de l'accord-cadre, les éventuelles modifications des clauses du présent accord-cadre sont matérialisées par l'élaboration d'un avenant signé par les deux parties contractantes.

13.2 Modification du statut du titulaire

Dans l'hypothèse d'une fusion, d'une absorption, d'un rachat ou d'un changement de raison sociale du titulaire, ce dernier ainsi formé doit proposer au Musée Picasso-Paris un avenant entérinant ce changement de statut. Par dérogation aux dispositions de l'article 38 et 42 du CCAG-FCS, le Musée Picasso-Paris peut refuser cet avenant et résilier l'accord-cadre de plein droit, sans indemnités et sans préavis.

Si le Musée Picasso-Paris décide de ne pas résilier l'accord-cadre, le titulaire ainsi formé doit poursuivre l'exécution de l'accord-cadre jusqu'à son terme.

13.3 Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement, par dérogation à l'article 3.5 du CCAG-FCS.

Musée Picasso Paris

13.4 Transfert de l'accord-cadre

Le titulaire ne peut céder le présent accord-cadre sans l'autorisation expresse du Musée Picasso-Paris. Le non-respect de cette clause entraîne de plein droit la résiliation immédiate de l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire et sans indemnités.

13.5 Règles d'ajustement de l'accord-cadre et clause de réexamen

En application des dispositions prévues aux articles R. 2194-1 à R.2194-10 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le marché en cours d'exécution.

Un avenant à l'accord-cadre peut être négocié si la nature et la qualité des prestations à fournir se trouvent notablement modifiées à l'initiative du Musée Picasso-Paris.

Le titulaire transmet au Musée Picasso-Paris une proposition financière correspondant à l'ajout ou la modification du périmètre technique des prestations, qui servira de base à la négociation financière de l'avenant.

En cas de désaccord irréductible entre les deux parties, le Musée Picasso-Paris se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans que le titulaire puisse prétendre à aucune indemnité.

13.6 Dégradation des prestations

Sur une période annuelle, si le Musée Picasso-Paris réalise 5 constats de défaillance, de dysfonctionnements dans les prestations dues au pouvoir adjudicateur et les tiers avec lesquels il est engagé, contrôles contradictoires ou signalisations d'incidents, le titulaire sera mis en demeure, par le Musée Picasso, de proposer sous huit (8) jours un plan d'actions pour remédier aux défaillances relevées.

Un suivi spécifique sera ajouté à l'ordre du jour des réunions de pilotage entre le titulaire et le Musée Picasso-Paris, et au cours desquelles le titulaire devra présenter l'évolution de la situation et/ou les résultats des dispositions prises et ce jusqu'au rétablissement du niveau de prestation dû.

ARTICLE 14 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, après mise en demeure infructueuse au cours de l'accord-cadre, de faire exécuter aux frais et risques du titulaire défaillant, tout ou partie des prestations n'ayant pas donné satisfaction après constatations contradictoires.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers de l'accord-cadre, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de cet accord-cadre par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

Musée Picasso Paris

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Dans le cas où le prestataire est en incapacité totale à pouvoir exécuter les prestations objets de la part à commande, et ce quel qu'en soit le délai, le musée se réserve le droit de faire appel à un autre prestataire pour la réalisation de son besoin.

ARTICLE 15 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE

Le titulaire atteste sur l'honneur que les prestations nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre seront effectuées par des salariés employés régulièrement au regard de la législation du travail et de la sécurité sociale en vigueur et particulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-1 et R. 3243-1 du Code du travail.

Le titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur, avant la notification de l'accord-cadre et, par la suite, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents visés à l'article D. 8222-5 du Code du travail à savoir :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au titulaire et datant de moins de six mois,
- une attestation sur l'honneur du titulaire du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers.
- lorsque l'immatriculation du titulaire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - o un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
 - o une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - o un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - o un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription.

Si le titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, il remettra avant la notification de l'accord-cadre et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution :

- un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts ; si le titulaire n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
- un document attestant la régularité de sa situation sociale au regard du règlement (CEE) n° 1408/71 du 14 juin 1971 ou d'une convention internationale de sécurité

Musée Picasso Paris

sociale ou, à défaut, une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme français de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales incombant au titulaire et datant de moins de six mois.

Lorsque l'immatriculation du titulaire à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :

- un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription,
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;
- pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

Lorsque le titulaire emploie des salariés pour effectuer une prestation de services d'une durée supérieure à un mois, une attestation sur l'honneur établie par ce titulaire, à la date de signature du contrat et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution, certifiant de la fourniture à ces salariés de bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-3, ou de documents équivalents.

Le titulaire s'engage également à communiquer au pouvoir adjudicateur, avant la notification de l'accord-cadre et, par la suite, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents visés à l'article D8254-2 du code du travail à savoir :

- la liste nominative des salariés étrangers employés par lui et soumis à autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :
 - o sa date d'embauche,
 - o sa nationalité,
 - o le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les documents et attestations énumérés ci-dessus doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française.

En cas de recours à des sous-traitants, le titulaire de l'accord-cadre s'engage à s'assurer que le sous-traitant auquel il a recours est régulièrement immatriculé, effectue ses déclarations sociales et fiscales obligatoires et emploie régulièrement son personnel au regard de la législation du travail et de la sécurité sociale en vigueur. Le titulaire s'engage à produire pour ses sous-traitants les mêmes documents que ceux qu'il est tenu de communiquer au pouvoir adjudicateur et selon la même fréquence.

Dans l'hypothèse où il s'avérerait que le titulaire, bien qu'ayant produit les documents visés à l'article D. 8222-5 et D. 8254-2 du Code du travail, a recours au travail dissimulé, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de prononcer la résiliation de l'accord-cadre, sans avoir à verser une quelconque indemnité, et ce sous réserve que le recours au travail dissimulé soit avéré. A défaut pour le titulaire d'avoir mis fin aux pratiques litigieuses dans un délai de huit jours calendaires après réception d'une mise en demeure adressée par le pouvoir adjudicateur et d'en avoir justifié, ou d'avoir fourni toutes les explications permettant de démontrer qu'il n'existe pas de travail dissimulé, le pouvoir adjudicateur pourra décider de prononcer la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire.

En outre, par dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS, en cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-11 du Code de la commande

Musée Picasso Paris

publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5, D. 8222-7 et D. 8254-2 du Code du travail, le présent accord-cadre pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur aux torts exclusifs du titulaire sans mise en demeure préalable mais après que le titulaire ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de huit jours calendaires.

ARTICLE 16 - ASSURANCES

16.1 Assurance de responsabilités civiles et professionnelles

Dans un délai de huit jours à compter de la notification de l'accord cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra remettre au pouvoir adjudicateur un exemplaire de la police souscrite contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes de l'accord-cadre à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

16.2 Responsabilité du titulaire vis-à-vis de ses intervenants

Il est expressément entendu que les intervenants demeurent sous la responsabilité du titulaire (législation du travail, sécurité du travail, congé payés et déplacements), lequel déclare avoir fait son affaire de leur affiliation aux régimes fiscaux et sociaux conformément à la réglementation en vigueur.

Tout accident ou maladie pouvant les affecter pendant la durée de l'accord-cadre est entièrement prise en charge par le titulaire.

Le titulaire est responsable des dommages de toute nature que lui-même ou son suppléant aura occasionné aux biens qui lui sont ou non confiés, au personnel du musée national Picasso-Paris ou à toute autre personne présente sur le site.

Le titulaire est responsable de l'ensemble des prestations jusqu'à leur parfaite exécution et réception. Le titulaire fait en outre son affaire de la réparation des préjudices qu'il pourrait lui-même subir à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre et renonce à tout recours contre le pouvoir adjudicateur. Il lui appartient de souscrire tout contrat d'assurance couvrant ces dommages.

En aucun cas le titulaire ne peut se retrancher derrière la défaillance ou la faute de ses préposés, de ses sous-traitants, de ses transporteurs ou de ses fournisseurs pour atténuer ou supprimer sa responsabilité.

ARTICLE 17 - RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

17.1 Résiliation pour un motif d'intérêt général

L'accord-cadre en cours d'exécution peut être résilié pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas et par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, aucune indemnité ne sera due au titulaire.

17.2 Résiliation pour faute de l'accord-cadre

En complément des dispositions de l'article 41 du CCAG, la résiliation de l'accord-cadre peut être prononcée pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- trois (3) retards dans l'exécution des prestations ;

Musée Picasso Paris

- trois (3) mauvaises exécutions d'une prestation ayant entraîné une réfaction significative de la prestation (équivalente à plus de 40% de sa valeur) ;
- non-exécution d'une prestation, dont les justifications ont été déclarées irrecevables.

Sauf disposition contraire de la décision de résiliation, la notification de la décision de résiliation de l'accord-cadre emporte résiliation du bon de commande en cours d'exécution.

Dans le cas de résiliation pour faute de l'accord-cadre, aucune indemnité ne sera due au titulaire.

17.3 Résiliation pour non-respect des dispositions des articles 3 et 4 du présent CCAPC

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG-FCS, le non-respect des dispositions des articles 4 et 5 du présent CCAPC entraîne la résiliation immédiate de l'accord-cadre sans préavis ni indemnité - et des poursuites judiciaires pourront être déclenchées si nécessaire.

17.4 Résiliation pour non-remise des documents demandés

Le titulaire devra transmettre, selon sa situation, les pièces exigées aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D. 8254-3 (titulaire établi à l'étranger) du code du travail dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la réception de la demande. En cas de non remise des pièces susmentionnées par le titulaire, le Musée Picasso pourra résilier l'accord-cadre aux torts de ce dernier, après mise en demeure restée infructueuse dans un délai d'un mois, sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité.

17.5 Résiliation encourue en cas de non-respect par le titulaire de ses obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé

S'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, le titulaire est informé qu'il encourt la résiliation de l'accord-cadre dans les conditions suivantes :

- lorsque le Musée Picasso-Paris est informé par les services compétents en matière de lutte contre le travail dissimulé du non-respect par le titulaire des obligations prévues aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, ces manquements donneront lieu à une mise en demeure de faire cesser sans délai cette situation ;
- le titulaire mis en demeure dispose d'un délai de quinze jours pour répondre et devra apporter au Musée Picasso-Paris la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle dans le délai maximum de 2 mois ;
- à défaut de correction des irrégularités signalées, le Musée Picasso-Paris en informera l'agent auteur du signalement et pourra résilier l'accord-cadre sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

17.6 Résiliation anticipée de l'accord-cadre et indemnité du titulaire

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation anticipée de l'accord-cadre à l'amiable, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier une indemnité de résiliation avec le titulaire. Le cas échéant, cette résiliation et ce montant d'indemnité seront entérinés par voie d'avenant, signé par les deux parties.

Si la résiliation se fait de manière unilatérale, le pouvoir adjudicateur se réserve également la faculté d'accorder une indemnité au titulaire.

ARTICLE 18 - REGLEMENT DES DIFFERENDS

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties et s'il ne peut être obtenu un accord amiable, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Paris.

ARTICLE 19 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS

L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.
L'article 3.2 déroge à l'article 3.3 du CCAG-FCS.
L'article 4.1 déroge à l'article 5.1.1 et 41.1 du CCAG-FCS.
L'article 4.3 déroge à l'article du 41 du CCAG-FCS.
L'article 4.3.1 déroge à l'article 5, 5.1 et 46 du CCAG-FCS.
L'article 8.2 déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS.
L'article 11 déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.
L'article 13.2 déroge à l'article 38 et 42 du CCAG-FCS.
L'article 16 déroge à l'article 41 du CCAG-FCS.
L'article 17.1 déroge à l'article 42 du CCAG-FCS.
L'article 17.2 déroge à l'article 41 du CCAG-FCS.
L'article 17.3 déroge à l'article 41.1 du CCAG-FCS.
L'article 17.6 déroge à l'article 42 du CCAG-FCS.